tandis que précédemment, avant l'entrée en vigueur du programme, le taux était d'environ 1 p. 100; mais il s'agissait d'un programme différent, appliqué de façon différente. Quant aux médicaments qui, après les épreuves, se sont avérés défectueux, ils ont été soit retirés du marché soit détruits. Je ne peux pas assurer le député que tous les médicaments qui sont actuellement en vente répondent aux normes de sûreté. Cela entraînerait une vérification permanente de toutes les séries de médicaments.

- M. Rynard: Puis-je demander au ministre d'ici combien de temps ces médicaments seront mis à l'épreuve? Les entreprises qui les fabriquent sont connues. On lui a déjà posé cette question auparavant.
- M. Lalonde: Monsieur l'Orateur, tous les médicaments mentionnés ont été examinés et les séries qui se sont avérées défectueuses, je le répète, ont été retirées du marché et détruites.
- M. Rynard: Le ministre me donne-t-il l'assurance qu'aucun médicament défectueux n'est vendu à l'heure actuelle?
- M. Lalonde: Aucun des médicaments qui se sont avérés défectueux n'est sur le marché à l'heure actuelle, monsieur l'Orateur.

LA MAIN-D'ŒUVRE

PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—DEMANDE DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

M. Harry Kuntz (Battle River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné qu'un grand nombre de projets valables visant à créer des emplois n'ont pas été approuvés dans le cadre du Programme d'initiatives locales en raison d'un manque de fonds, et étant donné qu'il reste encore environ 11 semaines avant le 31 mai, soit la date limite pour la proposition de ces projets, et que cette période est normalement favorable à la construction, le ministre pourrait-il nous dire s'il envisage dans l'immédiat de consacrer plus de fonds au Programme d'initiatives locales?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, si une telle décision est prise, j'en ferai part à la Chambre.

Questions orales

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA DÉLIVRANCE DE FORMULES T4U ET TP4U PAR LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, pour éviter au chef de l'opposition d'avoir à courir après moi, je vais répondre à la question qu'il m'a posée hier au sujet du retard possible dans l'envoi des feuillets d'assurance-chômage TP4U. On me dit que la Commission avait satisfait à son obligation statutaire d'envoyer les états aux fins de l'impôt sur le revenu avant le 28 février 1973. Elle a renvoyé 1,918,717 feuillets T4U et TP4U, dont 55,650 n'ont pu être livrés, pour la principale raison que les bénéficiaires avaient changé d'adresse. Toutefois, par suite de la campagne de publicité et d'autres mesures prises par la Commission d'assurance-chômage, 38,000 personnes ont communiqué avec la Commission et reçu des duplicata des feuillets T4U qui n'avaient pu être livrés à cause de changements d'adresse. Nous continuons à faire notre possible pour trouver ces gens.

LES AFFAIRES INDIENNES

PRÉTENDUE RÉCLUSION DE DEUX ESQUIMAUX DANS UN HÔPITAL PSYCHIATRIQUE—ON RÉCLAME UNE ENQUÊTE

[Français]

M. John Harney (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

J'aimerais demander au ministre s'il a pris connaissance des rapports qui ont été publiés dernièrement, à l'effet que deux Esquimaux seraient plus ou moins incarcérés dans un hôpital psychiatrique, à Brossard, et s'il a demandé aux fonctionnaires du ministère d'intervenir. Dans l'affirmative, où en est rendue l'enquête?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, je n'ai pas reçu de rapport à ce sujet, mais je vais m'enquérir immédiatement et je ferai rapport à l'honorable député demain.

[Traduction]

M. Harney: Monsieur l'Orateur, je parlerai maintenant en anglais parce que je veux citer un document rédigé dans cette langue et que j'aurais du mal à le traduire. Puis-je demander au ministre si les objectifs des politiques dont il est question dans ce rapport étaient bien celles de son ministère? L'administrateur adjoint de l'hôpital a dit:

Ils . .

C'est-à-dire les Esquimaux.

... ont été forcés d'avoir recours à nous par le ministère des Affaires indiennes. Nous avons dit aux autorités fédérales que le seul espace que nous avions était une salle au sous-sol, et ils étaient d'accord.

Est-ce vraiment la politique de son ministère?